

Après le Conseil National... En attendant la Crise !

Donc, une fois encore, le Parti a choisi la politique du « moindre mal ». Et une fois encore, nous l'avons averti, en toute sincérité, sans rien dissimuler de nos critiques, sans nous abaisser aux débats irritants et subalternes auxquels on aurait peut-être voulu nous entraîner.

Le Parti s'est prononcé pour le maintien de la participation ministérielle.

Il l'a fait sans enthousiasme. Les rodomontades et les coups de clairon devant lesquels le mur d'argent devait s'effondrer, les menaces et cris d'allégresse d'il y a quelques mois, alors que, pour avoir été trop clairvoyants, on voulait nous chasser, tout cela a disparu du décor. Nous croyons avoir apporté quelque chose à la discussion : des faits, des résultats, des propositions, des idées, puisées à la source la plus généreuse : **NOTRE BONNE VIEILLE DOCTRINE SOCIALISTE.**

Les délégués ont entendu, enregistré, comparé nos prévisions à leurs illusions antérieures; mais il en est encore beaucoup qui ont cru servir le Parti en bloquant tous les mandats de leur Fédération sur la motion ministérielle, alors qu'ils savaient que notre minorité existe et s'est même développée depuis juillet.

**

POLITIQUE EXTERIEURE

Que nous importe! Notre drapeau internationaliste est resté déployé! La classe ouvrière le reconnaîtra en dépit de tous les camouflages, car c'est le sien, tout simplement. En présence de la répression qui monte sur les horizons africains, de la crise financière toujours menaçante, de l'accroissement du malaise dans la classe ouvrière et chez les fonctionnaires, de la détermination de plus en plus précise des futurs points d'éclatement du conflit mondial, nous avons refusé de nous associer au « négativisme » des uns et au « dynamisme » militariste des autres. Les uns « laissent aller » les choses, en attendant que la solution miraculeuse (la révolution en Europe centrale? le soulèvement du peuple italien?) tombe du ciel... Mais, pendant ce temps, ils sont de plus en plus prisonniers de la mécanique économique de la bourgeoisie, de sa diplomatie, de sa banque, de son état-major. Les cris déchirants en faveur de la paix nous remuent par leur sincérité. Oui, ces camarades sont bien contre la guerre... mais comment peuvent-ils, **EN MEME TEMPS**, aider à sa préparation fébrile et consentir les deux ans de service et les 100 millions de crédits militaires par jour?... et se taire sur le pétrole qui passe d'Amérique au Japon ou d'Irak en Italie?... sur les moteurs Gnome et Rhône qui arment les bombardiers allemands, sur les deux cents hélices Chauvière commandées par le Japon, sur le nickel calédonien qui durcit le blindage des tanks hitlériens? Pourquoi tant de prestige et tant de talent

font-ils défaut à cette campagne salutaire dont la conclusion **SOCIALISTE** devrait être l'appel à la révolution prolétarienne contre la guerre impérialiste?

D'autres, Jean Longuet, Louis Lévy, Jean Zyromski, avec une idéologie sans doute plus cohérente, mais combien plus périlleuse, envisagent la lutte de classes internationale sous l'angle de la « défense nationale » dans certains pays capitalistes et du défaitisme révolutionnaire dans d'autres pays : naturellement, le défaitisme, qui est le plus dur, c'est pour les pays d'en face! Mais tous les prolétariats seront trompés de la même manière : chacun voudra défendre « sa nation ». Et la dictature fasciste ne peut que bénéficier largement, dans sa propagande, de ce « repli national » du prolétariat. « La France aux Français », cela signifie : l'Allemagne aux Allemands... à tous les pays de langue allemande pour commencer!

Dans ce domaine international, qui préoccupe de plus en plus l'opinion, nous avons donc défini notre position en restant fidèles, tout simplement, aux principes de notre charte constitutive : **LUTTE CONTRE LE MILITARISME, CONTRE LE COLONIALISME, CONTRE L'IMPERIALISME — OPPOSITION IRREDUCTIBLE A L'ENSEMBLE DE LA CLASSE BOURGEOISE ET A L'ETAT QUI EN EST L'INSTRUMENT.** Bien loin de nous proposer en ingénieurs ou en diplomates pour renflouer le capitalisme et lui éviter les conséquences de ses contradictions internes, « **NOUS DECLINONS TOUTE RESPONSABILITE, QUELLE QU'ELLE SOIT DANS LES CONDITIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES BASEES SUR LA PRODUCTION CAPITALISTE.** » Et nous refusons à la classe dominante les **MOYENS DE NATURE A SE MAINTENIR AU POUVOIR.** »

Parmi ces moyens, la préparation de la guerre, la guerre elle-même et, dans une certaine mesure, la **PARTICIPATION MINISTRIELLE** sont ceux contre lesquels nous avons dressé et dresserons une opposition vigilante et irréductible.

**

POLITIQUE INTERIEURE

Cette participation ministérielle conçue dans la « pause » et dans le cadre des accords de Rambouillet, c'est peut-être ce que la bourgeoisie intelligente souhaite le plus ardemment... A condition qu'elle puisse « **DEMONETISER** » notre Parti et ses hommes (ce qui n'ira pas sans résistance des militants).

Elle essaiera même d'utiliser la présence des délégués de la classe ouvrière au pouvoir pour provoquer la répression contre l'avant-garde révolutionnaire. Le même phénomène s'est produit partout où les social-démocrates ont creusé leur tombeau après avoir servi d'instrument à la contre-révolution. Nous avons mis nos camarades en garde contre cette grave

éventualité : les événements du Maroc sont un signe annonciateur. **AVEC QUI EST LE PARTI ?** Avec le peuple marocain qui souffre dans l'oppression et la misère, avec notre Fédération socialiste courageuse, dont l'intelligente collaboration avec les masses indigènes a fait les meilleurs serviteurs du vrai socialisme? Ou avec le général Noguès, qui s'est conduit avec El Fassi exactement comme l'aurait fait Franco? **IL FAUT CHOISIR ET PARLER CLAIR EN DE TELLES CIRCONSTANCES.** Si le socialisme a un sens auprès des peuples opprimés, avouons franchement que ce n'est pas à cause de la participation de ministres socialistes au gouvernement qui emprisonne Ben Salem, condamne Messali et déporte El Fassi, c'est **MALGRE CELA**, à cause du dévouement et de l'activité des militants socialistes eux-mêmes.

On comprend sans peine le processus psychologique qui jette les vieux cadres du Parti vers le réflexe de la répression... (On a encore parlé de « charrettes » à ce Conseil national, ce qui révèle un désir intérieur sur lequel nous ne nous trompons nullement... Mais maintenant, les raisins sont trop verts : nous sommes des militants socialistes fidèles à notre doctrine, à notre charte, nous parlerons et nous ne nous laisserons aller à aucune incorrection à l'égard du Parti : il faudra donc nous entendre et, bon gré mal gré, **RECTIFIER LE COURS POLITIQUE.**)

Nos camarades **NE CROIENT PAS** à l'action de masses, ni à leurs facultés créatrices... (Costedoat, défendant la motion Paul Faure devant le Conseil fédéral de la Seine, l'a clairement indiqué.)

Par suite, lorsqu'il y a une « **AGITATION** » quelconque, on interprète cette activité par la présence de **MENEURS.** On arrête, on sabre, on matraque... et on s' imagine que « **L'ORDRE** » est sauvé.

Si le mouvement atteint une certaine ampleur, comme en juin, alors on cède, de mauvaise grâce, mais en regrettant ce contretemps, en accusant les communistes ou la gauche révolutionnaire, et en faisant bien vite rentrer tout dans la vie normale... On s'emploie à freiner, arbitrer, lasser, démoraliser le mouvement des masses. Et on triomphe en disant : « **VOUS VOYEZ BIEN : ELLES NE SONT PAS MEME SORTIES LORSQUE BLUM A ETE RENVERSE !** ». Ceux qui nous disent cela ne se rendent-ils pas compte qu'ils projettent leur propre passivité sur la réalité sociale ?

Mais les masses sont plus avancées qu'on ne le dit. Elles sentent que leur sort se joue, en ce moment, durant ces quelques semaines ou quelques mois de faux équilibre. Elles sentent qu'il va falloir choisir son versant : ou marcher vers le socialisme, ou tomber dans le fascisme et la guerre.

Si elles n'ont pas « bougé » le 20 juin, c'est parce que Léon Blum le leur a demandé. Si les métallos de la région pari-

sienne n'ont pas déclenché leur grand mouvement après l'arbitrage des 6 %, c'est parce que les cadres confédéraux ne l'ont pas voulu... Ainsi se soudent les anneaux de la chaîne. La prudence et la résignation d'en bas vont en remontant l'échelle jusqu'à l'accroissement de puissance et d'audace du profiteuseur d'en haut, **LE CAPITALISME**, qui commande à sa Banque, laquelle influence G. Bonnet, qui fait pression sur Chautemps, lequel intervient auprès de Blum, qui demande à Jouhaux de patienter, celui-ci presse ses amis fonctionnaires ou métallos de consentir un nouveau sacrifice au Front populaire, et le tour est joué. Et à chaque échelon, la sincérité est évidente, sans doute, mais la clairvoyance politique s'affaiblit à mesure qu'on descend les degrés de la hiérarchie sociale.

C'est dans ce processus de glissement insensible vers l'union nationale et d'inquiétude croissante des militants que le C. N. a délibéré, et que la majorité du Parti, sous prétexte de ne pas rompre le Front populaire, s'est lié à nouveau au contrat de Rambouillet.

Le Front populaire? Il est encore vivace dans les profondeurs du pays, mais le vrai, celui de 36! Et c'est pourquoi nous ne craignons pas de proposer l'offensive : les masses attendent des mots d'ordre vigoureux; elles connaissent leurs ennemis; elles piétinent d'impatience; elles aspirent à la maîtrise de leur destin. Mais au lieu de stratèges qui les conduiraient de succès en succès, elles rencontrent trop souvent des « chefs » en bonnet de coton, des « conseillers prudhommes » ou des dis-coureurs... Pendant ce temps, le fascisme cherche et développe sa base de masse, en dépit de la corruption et de la nullité politique de ses Doriot et de ses La Rocque.

**

CONCLUSIONS

Eh bien, malgré tout, nous avons confiance dans notre mouvement de redressement du Parti, confiance dans la possibilité de ranimer l'action directe prolétarienne, seul moteur capable de faire remonter la pente, confiance dans notre analyse de la crise finale du régime qui ne semble fort que par la carence de son héritier naturel.

Est-ce qu'on s'est imaginé quelque part que les antagonismes de classe qui feront éclater tôt ou tard la combinaison Chautemps-Bonnet-Blum peuvent s'enfermer dans le cadre d'une motion?

Est-ce qu'on croit quelque part que la tendance Gauche Révolutionnaire est quelque chose de fragile, d'artificiel, une création de tel ou tel militant avide de « gloire » ou désireux de « se pousser » à tel ou tel poste?!

Pauvre interprétation! Pauvre illusion sans lendemain!

Quand la tempête s'élèvera de toutes parts, au moins nous aurons eu le temps de réunir des mains fraternelles et des bras musclés pour faire la chaîne dans le Parti et dans le mouvement ouvrier international et nous saurons rallier autour du drapeau rouge du socialisme toutes les forces profondes qui se cherchent, aujourd'hui, confusément, et qui demain, dans la marche au pouvoir, seront invincibles.

Marceau PIVERT.

MOTIONS LE VOTE DU CONSEIL NATIONAL

MOTIONS DEPOSEES PAR NOTRE MINORITE AU CONSEIL NATIONAL et écartées soit par un vote à mains levées, soit par un artifice de procédure.

(Il faut que les militants se rendent compte pour juger sainement, de l'impossibilité **MATERIELLE** de procéder à un grand nombre de votes par appel nominal, alors que le temps est si limité : une douzaine d'heures **AU MAXIMUM** pour tout le travail : discussion, commission, votes.)

Sur la situation coloniale, nous avons voté, après l'avois amendé (pour l'envoi, par la C.A.P., d'une délégation au Maroc) le texte unanime, réserve faite des divergences qui nous opposent à la politique du gouvernement en cette matière. Mais nous avons demandé le vote de la motion suivante, contre laquelle Maurice Paz a demandé (et obtenu) le passage à l'ordre du jour.

« Le Conseil national, « Vivement ému par les récents événements du Maroc,

« Exige le rappel immédiat du général Noguès, qui a trahi la mission qui lui avait été confiée en recourant aux solutions de force;

« Le retour immédiat d'El Fassi, leader du mouvement d'Action marocaine, déporté au Gabon;

« La libération des Marocains emprisonnés et condamnés à la suite des derniers événements de septembre et d'octobre;

« L'application au Maroc comme dans tous les pays coloniaux des réformes prévues dans les motions coloniales de nos congrès de Huyghens et de Marseille. »

SUR LA REINTEGRATION DES EXCLUS DE LA SEINE

Nous avons fait la proposition suivante, déposée au nom de la Fédération de la Seine par Ed. Serre :

« Le Conseil national, estimant que le Congrès de Marseille a été mal informé au sujet des demandes de réintégration présentées par les camarades Brun, Lalonde, Lissansky, Leroy, Odette Nys, Réaud, Reglin, Stibbe, Tiffon et Wichéné, donne mandat à la C.A.P. d'examiner à nouveau la question et lui donne pleins pouvoirs pour, après avoir entendu ces camarades, statuer sur leurs demandes. »

Cette proposition a été considérée comme irrecevable par le secrétariat du parti.

Explication (!) : C'est un Conseil national qui a voté l'exclusion... Mais un Conseil national « ne peut pas » (?) voter la réintégration ni déléguer ses pouvoirs à la C.A.P. à ce sujet (!).

MOTION DEPOSEE PAR RENE MODIANO (renvoyée à la C. A. P.)

Le Conseil national, considérant qu'il n'y a pas de guerre moderne sans pétrole ni mazout,

Que les Etats qui se proclament amis de la Paix détiennent en quasi totalité le contrôle de la production et de l'exportation du pétrole dans le monde,

Que les Etats fascistes seraient actuellement placés dans l'impossibilité de poursuivre ou d'entreprendre une guerre, si les Etats démocratiques leur en refusaient les moyens, à commencer par le pétrole et le mazout,

Décide d'engager immédiatement une campagne ardente sur le mot d'ordre :

« Plus de pétrole, plus de mazout aux massacrés », pour l'embargo sur le pétrole et le mazout à destination des Etats agresseurs,

Fait de cette campagne la loi de l'action des délégués du parti à tous les postes, Parlement, Gouvernement, Populaire, etc.

Invite les travailleurs à s'opposer par tous les moyens à toute production, maintenance ou transport de pétrole à destination des agresseurs,

Décide de porter la question devant le Rassemblement populaire, d'entrer en contact avec la

Et d'abord, constatons que notre progression continue, sûrement, inexorablement.

Le Parti se réveille. Les militants inquiets réfléchissent, comprennent.

De 894 mandats à Marseille, nous passons à 925.

Pendant que la Bataille socialiste, tiraillée, pleine de contradictions, se dissocie, une partie importante rejoignant la majorité, l'autre partie ne réagissant que faiblement.

925 mandats malgré les petits coups de force, les volontés piétinées des militants.

Félicitons les camarades des fédérations en large progrès.

L'Ain (de 4 à 8 mandats); les Alpes-Maritimes (de 27 à 32, consolidant leur majorité absolue); le Cantal (de 4 à 9); le Cher (de 4 à 8); Constantine (de 1 à 4); la Côte-d'Or (de 37 à 47); la Dordogne (de 5 à 10); la Gironde (de 7 à 15); l'Isère (de 3 à 8); les Landes (de 6 à 10); la Loire (de 4 à 10); le Loiret (de 7 à 21, sur 23 mandats); la Meurthe-et-Moselle (de 30 à 42); l'Oise (de 23 à 28); l'Orne (de 4 à 6); le Rhône (de 10 à 39); la Seine (de 174 à 194); la Somme (de 8 à 20); le Tarn-et-Garonne (de 2 à 6).

Nous avons la majorité absolue dans les fédérations suivantes :

Alpes-Maritimes, Cantal, Corse, Côte-d'Or, Calvados et Eure (mais les délégués de ces deux fédérations étaient absents au C. N., on verra pourquoi!), Loiret, Maroc, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Orne, Rhône, Sénégal (mais le délégué s'est abstenu, voir plus loin), Vosges.

Soit 14 fédérations contre 6 à Marseille.

Et maintenant, les petits « coups de force ».

Nous laisserons de côté les dizaines de Fédérations où il ne s'est pas tenu de congrès et dont les délégués ont supprimé ou fortement réduit les mandats G. R. de Marseille.

Epinglons cependant la Marne où nous avions 20 mandats sur 47. Son délégué au Conseil national nous a purement et simplement « anéantis ». Mais déjà les militants nous envoient leur protestation. Même opération pour le Vaucluse (à Marseille, 10 sur 48; au C. N., 0).

La Fédération de l'Eure nous donne la majorité absolue : de 9 sur 28, nous passons à 16. Alors, le délégué au Conseil national, Murtin, qui est de la tendance majoritaire, n'est pas là au moment du vote.

Nous avons également la majorité absolue dans le Calvados. Le délégué au Conseil national, Zoretti, qui défend frœuement les motions de la B. S., est absent au vote.

Nous avons la majorité absolue au Sénégal. Son délégué au Conseil national, Maurice Paz, qui est là, lui — il le fit bien voir — vote : abstention. C'est la seule où il y a eu.

Mais nos camarades sauront demander des comptes à ces sinistres mandataires...

Et malarré toutes ces petites « ficelles », on n'a pu empêcher notre minorité de progresser.

De plus en plus, les militants se arouvent derrière notre drapeau socialiste révolutionnaire.

Avec nous, ils sauveront notre Parti, ils forgeront l'instrument de lutte qui libérera le prolétariat.

G. F.

C.G.T. et de réclamer d'urgence une réunion commune de P.I.O.S. et de la F.S.I. afin que celles-ci puissent préciser en fonction de cet objectif les mots d'ordre déjà adoptés, s'associer à cette campagne de toute leur énergie et décréter une action directe de boycott exercée par tous les travailleurs des pans démocratiques, sans attendre les décisions des gouvernements prisonniers des trusts.